

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Le bilan du quinquennat est presque entièrement négatif. Complètement alignée sur les États-Unis, la diplomatie française a pris de surcroît des positions maximalistes – sur l’Iran, sur la Syrie - qui sont contraires aux intérêts français et qui empêchent notre pays de jouer, quand il l’estime nécessaire, un rôle médiateur. Depuis le retour de la France dans le commandement intégré de l’Otan, l’atlantisme domine au ministère de la Défense et l’armée française est privée de la stratégie qui lui est indispensable. La France est exclue du jeu diplomatique au Proche-Orient, elle s’est liée pour des motifs sordides à l’Arabie séoudite et au Qatar qui sont les foyers de la subversion islamiste, elle participe aux gesticulations militaires de l’Otan dans l’Est européen. Elle joue heureusement un rôle décisif au Sahel contre le djihadisme. Elle a joué un rôle moteur en faveur de la transition écologique.

Dans l’Union européenne en voie de dislocation, François Hollande a choisi d’accepter la domination allemande. En Grèce, le gouvernement français laisse s’accomplir l’impardonnable : l’asservissement d’une nation, le pillage d’une économie, la paupérisation d’un peuple.

Le bilan économique et social du quinquennat confirme les conséquences désastreuses de la prétendue monnaie unique et de l’ultralibéralisme. La désindustrialisation, la crise agricole et la baisse des investissements publics aggravent sans cesse le décrochage de la France périphérique.

La dérive oligarchique de la V^e République a été aggravée par l’attitude consternante de François Hollande, qui n’a jamais su incarner la fonction présidentielle. La crise de légitimité résulte de l’abandon de toute volonté politique, quant à l’affirmation de la souveraineté de la nation. Elle s’accompagne de la décomposition du système partisan. Une tentative de sauvetage est en cours autour d’Emmanuel Macron, qui pourrait réunir les clans oligarchiques de droite et de gauche dans une coalition parlementaire issue d’un vote de la peur.

Dans cette crise majeure, la Nouvelle Action royaliste exclut de voter pour François Fillon, Benoît Hamon ou Emmanuel Macron, représentants d’une oligarchie qu’elle a toujours combattue.

La Nouvelle Action royaliste exclut de voter en faveur de Marine Le Pen. Opposée au Front national depuis la fondation de ce parti, la NAR n’a jamais critiqué et encore moins insulté les citoyens qui votent frontiste. Elle comprend que, pour se venger des injustices et des humiliations, on vote pour ceux qui évoquent la reconquête de la souveraineté. Cependant, la NAR ne peut accepter la conception de la nation, contraire à la tradition française, qui conduit à préconiser la suppression du droit du sol en développant des thèmes identitaires et xénophobes. Elle n’admet pas plus l’allégeance de Marine Le Pen au président de la Fédération de Russie qu’elle n’admet l’allégeance des oligarques de droite et de gauche à la chancelière allemande.

Jean-Luc Mélenchon présente un projet de reconquête de la souveraineté, de planification écologique et de justice sociale qui rejoint sur de nombreux points les propositions formulées par la Nouvelle Action royaliste. Mais son projet de VI^e République n’est pas acceptable pour des royalistes qui défendent les principes fondamentaux de la République gaullienne et qui ont montré comment la rénover. Il demeure dans l’ambiguïté sur les questions européennes.

Nicolas Dupont-Aignan présente un projet incomplet : le retour au franc et les mesures protectionnistes ne suffiront pas à mobiliser l’économie – faute de plan de nationalisations – et à rétablir une démocratie sociale pleinement fidèle aux principes posés à la Libération. Ses propos sur l’immigration sont démagogiques. Cependant, Nicolas Dupont-Aignan se présente en défenseur des institutions de la République gaullienne : tel est pour la NAR le motif déterminant du choix en sa faveur.

La Nouvelle Action royaliste veut participer à la recomposition des forces politiques qui aura lieu après la période électorale. Elle milite pour une alliance de type nouveau entre citoyens décidés à une politique de souveraineté orientée vers la justice sociale et la réorganisation économique de la nation selon l’impératif écologique qui vaut pour tous les États.